

nos affaires économiques et financières; quatrièmement, promesse de réduire les taxes et les taux d'intérêt; cinquièmement, promesse de réduire les dépenses du gouvernement; sixièmement, promesse d'éliminer le gaspillage et la prodigalité au sein du gouvernement; septièmement, promesse d'équilibrer le budget; huitièmement, promesse d'accroître le prestige du Canada à l'étranger. Pas une seule de ces promesses n'a été remplie.

M. Benidickson: Voilà le bilan.

L'hon. M. Pearson: Elles font probablement partie des 12. Toutefois, pour nous qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre, notre foi et notre confiance dans notre pays et dans les Canadiens n'est pas affaiblie par l'ineptie et la confusion qui règnent au sein du gouvernement actuel. Nous, libéraux, avons une foi profonde et inébranlable dans notre pays; nous avons confiance en sa destinée et en son avenir dans un monde pacifié.

Nous, Canadiens, avons fait face à de graves problèmes ces dernières années, et il continuera d'en être ainsi. Nous critiquons le gouvernement parce qu'il n'a même pas conscience d'aucun de ces problèmes. S'il ignore qu'ils existent, comment pourra-t-il y remédier d'une manière efficace?

Il s'agit de problèmes bien enracinés. Seul un insensé ou un dévot aveugle du régime niera cette vérité et tentera de faire croire que, n'étaient les discours des membres de l'opposition et quelques articles de journaux, tout irait sur des roulettes dans le pays et que les Canadiens feraient vraiment cas de ce qu'un bon gouvernement fait pour eux.

Tout Canadien impartial doit reconnaître qu'il y a eu des ralentissements économiques. Nous avons connu le chômage généralisé, l'argent cher, la hausse des prix, d'énormes déficits. Je sais que ces problèmes sont complexes et fortement ancrés. Je sais que, dans certains cas, leur nature est unique et sans précédent, et qu'on ne saurait leur apporter une solution unique ni facile.

Mais je sais aussi que pour résoudre ces problèmes, il faudra les repenser et y réfléchir sérieusement. Ce qu'il faut, c'est que le gouvernement agisse en se fondant sur des programmes bien conçus et bien orientés, non pas sur des illusions politiques ni sur des idées caduques. Par-dessus tout, il faut que la population soit franchement mise au courant de la portée de nos problèmes, de la position que nous occupons chez nous et à l'étranger, et il faut qu'on lui dise ce que l'on attend d'elle.

Moyennant un gouvernement ferme et bien avisé—nous en sommes dépourvus à l'heure actuelle—moyennant des programmes et des lignes de conduite de longue portée, moyennant une direction qui place l'intérêt de la

nation au-dessus des considérations de parti, les Canadiens peuvent résoudre leurs problèmes aujourd'hui comme ils ont réussi à les résoudre dans le passé. Les épreuves, les sacrifices et les efforts soutenus ne sont pas des éléments étrangers à l'histoire canadienne. Qu'on leur donne l'occasion de montrer ce dont ils sont capables, et les Canadiens seront, comme toujours, dignes de cette histoire.

Monsieur l'Orateur, cette occasion, les Canadiens l'auront à l'issue des prochaines élections. Puissent-elles ne pas tarder!

Monsieur l'Orateur, avec l'appui du député de Laurier (M. Chevrier), je propose donc:

Qu'il soit ajouté à l'Adresse ce qui suit:

Nous affirmons respectueusement que les conseillers de Votre Excellence, puisqu'ils persistent à ne pas présenter des mesures propres à résoudre les problèmes véritables auxquels ce pays doit faire face, ne méritent pas la confiance de la Chambre des communes.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il ne me reste que très peu de temps d'ici six heures pour commencer à réfuter le long discours que nous venons d'entendre, et dans lequel la déformation des faits et la confusion des idées ont tenu une si large place. Je voudrais me montrer aussi aimable que possible, mais après avoir écouté l'honorable député cet après-midi, tout ce que je puis dire c'est que les membres du parti libéral qui ont affirmé que la meilleure arme que nous ayons est le chef de l'opposition (M. Pearson) ne parlaient pas sans autorité.

J'ai suivi, dans les journaux, les échos des discours que l'honorable député a prononcés à travers le pays. J'ai reconnu certaines des paroles qu'il a employées aujourd'hui—quelque peu diluées dans cette enceinte, et un peu moins violentes que celles qu'il a prononcées en public—et, pendant le temps dont je dispose, je voudrais relever certaines de ses allégations, celles qui portent notamment sur les questions qu'il a évoquées cet après-midi.

Je dois avouer cependant que j'ai peine à comprendre qu'un chef d'un grand parti puisse attenter à la réputation de son pays comme il l'a fait. Nous pouvons différer d'avis sur les conditions économiques, mais au langage qu'a tenu l'honorable député cet après-midi, parlant de ces jours glorieux du passé, je perds mon latin. Qu'il me soit permis de citer, pour l'édifier—car, somme toute, j'ai fait chercher cette documentation pendant qu'il parlait—ces paroles, qui ont été écrites par quelqu'un qui est reconnu comme un fervent du chef de l'opposition, j'ai nommé M. Michael Barkway. Bien qu'il ne nous aime pas, voici ce qu'il écrivait dans la *Review*, de Waterloo, à l'été de 1960, à propos de ceux dont l'honorable député a parlé avec tant